

COMMENT PRENDRE CONTACT AVEC LES RETENUS ?

Forum réfugiés est une association qui travaille à l'intérieur du centre. La nature de cette association est contradictoire. Elle est la caution humanitaire pour l'État. Mais, en même temps, elle peut être une aide concrète pour sortir de là.

Les retenus ont droit à deux visites d'une demie-heure par jour. Pour cela, il faut se rendre au centre (avec des papiers d'identité !) et demander à voir une personne précise, c'est à dire connaître le nom qu'il a donné.

Dans le centre, les retenus ont le droit à un téléphone portable qui ne fait pas caméra. Il y a aussi des cabines de téléphone, ce sont les retenus qui répondent : 04 91 81 34 17 - 04 91 42 34 86
04 91 63 13 05 - 04 91 81 17 58 - 04 91 81 39 54 - 04 91 67 41 56
04 91 81 45 89 - 04 91 67 93 29 - 04 91 67 94 06 - 04 91 81 53 12

LA SOLIDARITÉ EST UNE ARME



MARSEILLE, L'ÉTÉ... SON SOLEIL, SES PLAGES, ET SON CENTRE DE RÉTENTION



Pendant que les touristes se prélassent au bord de l'eau, visitent le vieux port en chantier et sirotent leur pastis en attendant 2013, la machine à expulser poursuit son cours ...

Dans le centre de rétention, la tension monte. Le centre est plein, environ 120 retenus. En sous-effectif, les keufs demandent des renforts à la préfecture. Ils n'autorisent qu'un parloir à la fois, prétextant le manque de moyens. Expulsions à la pelle, nouveaux arrivants chaque jours, "libération" pour différents motifs (pas de laisser-passer consulaire, erreur de procédure, fin des 45 jours de la durée légale de rétention, etc.) : bref, la routine.

Sauf que, ces derniers jours, il y a eu des actes de résistance, des refus d'embarquement, individuels et collectifs, des tabassages en règles, une femme entre la vie et la mort. Les retenus sont gavés de médicaments, et si malgré tout ils se rebellent, ils ont droit à une injection.

Depuis 15 jours une grande partie des retenus font le ramadan. Ce qui implique une modification des horaires (repas à 21h, fermeture des cellules de 23h à 3h), et une tension palpable à l'intérieur du centre.

PETITE CHRONOLOGIE NON EXHAUSTIVE DES ÉVÈNEMENTS DES DERNIERS JOURS :

Dans la semaine du 23 au 28 juillet, un retenu se taillade le bras. Il est amené menotté à l'infirmierie. Le docteur lui fait une piqûre. De retour à sa chambre, il "s'endort" pendant 18h.

DIMANCHE 29 JUILLET

Expulsion de treize personnes vers la Tunisie. Réveil à 6 du mat, attente dans la "cave" du centre pendant plusieurs heures, départ vers 13h. Quatre retours volontaires sont embarqués sans difficulté. Parmi les neuf autres, l'un part en courant dans la cale du bateau où toutes les voitures sont garées . Il casse une vitre de voiture. Les 8 autres en profitent pour s'éparpiller dans différentes directions. Les flics n'étant pas assez nombreux, ils décident de ramener les retenus au centre.

LUNDI 30 JUILLET

Refus d'embarquement d'un marocain par avion. Un téléphone avec caméra et appareil photo intégrés, est dans le centre de rétention. C'est un téléphone interdit, afin d'éviter la diffusion à l'extérieur d'images dérangeantes... Un retenu, connu dans le centre pour être une balance, protégé par les flics, leur en parle. Les flics récupèrent le téléphone, vers 3h du mat. Les retenus ne se laissent pas faire. Dans le bordel, un retenu se casse le pied. Comme la police ne veut pas amener le blessé chez le médecin, les retenus décident d'appeler les pompiers. Une fois devant le portail, les flics ne laissent pas rentrer les pompiers. Les retenus insistent à plusieurs reprises pour que les flics acceptent d'amener le blessé à l'hôpital. Au bout d'un certain temps, trois flics enfilent des gants, et amènent prétendument le retenu chez le médecin. En fait ils l'emmènent dans une salle sans caméra et le frappent. Un autre retenu, impliqué dans la bagarre, est gavé de médicaments. Pendant trois jours, il ne se souvient plus de son prénom.

MARDI 31 JUILLET

Le soir, du shit est envoyé de l'extérieur dans la cour de promenade. Un retenu le prend. Les flics l'identifient à l'aide des caméras. Ils l'emmènent dans une pièce sans caméra. Ils utilisent une matraque électrique pour le mettre KO. Une fois au sol, ils le frappent. Ce sont toujours les trois même flics qui agissent, pendant que deux sont à l'intérieur et tabassent, le troisième reste devant la porte fermée pour couvrir ses collègues. Quand les flics s'en vont, le retenu est au sol inconscient. Ce sont les autres retenus qui l'évacuent et le réaniment à grande eau. Régulièrement les flics doivent compter nominativement les retenus. Dans le centre il y a des interphones qui permettent à la police de faire l'appel sans

Les keufs français s'emparent des occupants à la sortie du bateau . Un flic tunisien particulièrement violent et vicieux se prend un bon coup de pied dans les couilles, c'est la moindre des choses. Un des occupants esquivé les keufs et saute à l'eau, ce qui retarde le bateau une demie-heure de plus. Les pompiers, arrivés en zodiac, le sortiront de l'eau en état d'hypothermie et le conduiront à l'hôpital d'où il sortira tout de suite.

Un simple contrôle d'identité orale pour les neuf autres et ils seront reconduits par la Police Aux Frontières à la sortie du port. Les autorités ont préféré ne pas engager de poursuites, certainement afin de ne pas ébruiter la situation dans le centre de rétention du Canet.

L'expulsion n'a pas pu être évitée cette fois-ci.

Le déchaînement de haine de certains passagers est à l'image de la guerre de tous contre tous que nous subissons au quotidien. En ces temps de crise, les pauvres s'entretuent au bénéfice de l'état et des patrons, les identitarismes pullulent, alors qu'il est plus que temps de se montrer solidaire!

Même si nous savons que ce n'est pas en évitant une expulsion qu'on abattra les murs et les frontières, cette action a permis de sortir de la résignation et des beaux discours, et de tisser des liens de solidarité active avec les retenus. Elle a reçu un bon accueil à l'intérieur du centre.

La solidarité peut s'exprimer aussi au-delà des mots. Il est possible de soutenir de manière offensive.

Avec ou sans papiers, nous vivons tous dans le même monde.

Nous ne nous battons pas seulement pour la fermeture des centres de rétention et la régularisation de tous les sans-papiers mais surtout contre le monde qui les produit.

RÉCIT DE L'OCCUPATION DU RADAR DU "CARTHAGE"

Le samedi 4 août, les flics avaient prévenus les retenus d'une expulsion collective vers la Tunisie, par bateau. Des personnes extérieures au centre décident de s'opposer à cette expulsion.

Jusqu'au dernier moment, les infos provenant du centre n'indiquent aucun départ. Puis, rapidement, un retenu est emmené. Deux autres, en provenance de Nîmes, sont déjà à bord.

Une banderole "NON AUX EXPULSIONS" est déployée, visible par les passagers du bateau.

Une dizaine de personnes pénètrent dans le port en grimpant un grillage et montent à bord du "Carthage", un bateau appartenant à la compagnie Tunisienne CTN. Ils se trouvent donc en territoire tunisien, ce qui implique la présence de flics tunisiens et des difficultés pour l'intervention des flics français. Dès qu'ils arrivent à l'entrée du bateau, ils se précipitent en courant à l'avant de la cale, empruntent un escalier et arrivent sur le pont le plus haut du bateau. Là, ils occupent la tourelle où se trouvent les radars, les empêchant ainsi de tourner : le bateau est immobilisé.

Ils refusent de descendre de la tourelle tant que les sans-papiers ne seront pas débarqués du bateau. Le capitaine peut prendre cette décision.

S'ensuit un dialogue de sourds avec une partie de l'équipage. Le capitaine ne vient pas, plusieurs membres de l'équipage disent être le capitaine. Des flics tunisiens en civil sont présents. Quatre keufs Français montent à bord, ils viennent au pied du radar, ils ne peuvent rien faire et prennent note des revendications des occupants.

Le temps passe, les passagers sont hostiles aux occupants, les insultes fusent. Il y a bien quelques personnes qui font des signes de solidarité, de plus en plus discrètement, mais ils ne sont pas nombreux. Alors que le représentant de la compagnie CTN s'engage à faire redescendre un sans-papier. Des passagers complètement hystériques montent jusqu'au radar. Un premier occupant est saisi par les pieds, il est roué de coups jusqu'à la cabine de pilotage. Sept autres descendent sous les coups, les filles subissent des attouchements. Deux personnes grimpent sur une échelle et se trouvent sur le point culminant du bateau, elles descendent quelques instants plus tard. Tous les occupants se retrouvent dans le poste de pilotage, le capitaine est présent, il refuse de débarquer les sans-papiers prisonniers dans les cellules de la cale. Il menace de partir, les amarres sont détachées. Les occupants n'ont plus le choix que de descendre escortés par l'équipage. Tout le long de la sortie, les coups, morsures, attouchements, pleuvent.

avoir à se déplacer. Les interphones peuvent aussi servir aux retenus pour appeler les flics. Cette nuit, au moins dans un bâtiment, tous les interphones sont mis hors service par les retenus, ce qui oblige les flics à se déplacer.

Mardi également, une femme retenue depuis le 29 juin, a été conduite en urgence à l'hôpital de la Conception où elle se trouve entre la vie et à la mort, suite à l'ingestion de « substances ». Après avoir refusé deux expulsions par avion, elle avait été placée en cellule d'isolement en attendant une troisième expulsion prévue pour le mardi. Dès 19h environ, elle avait appelé sa famille pour lui dire qu'elle souffrait depuis sa mise à l'isolement de violents maux de ventre, et pour se plaindre de violences de la part des policiers intervenus pour la maîtriser. De source médicale, ses poignets présentent des traces de menottage, ce qui indiquerait qu'elle a été attachée dans la cellule, et son visage présentait des hématomes. Les policiers du Centre n'ont appelé les pompiers qu'à 1h du matin, soit dix heures après sa mise à l'isolement, et six heures après son appel à l'aide auprès de sa famille.

MERCREDI 1^{ER} AOÛT

Les interphones sont réparés. Les retenus les font sonner toute la nuit pour harceler les flics.

Unparloir sauvage a lieu. À 23h les flics enferment les retenus dans les cellules. Ils enfilent leurs gants et leurs disent : « rentre dans ta cage ».

VENDREDI 3 AOÛT

Un retenu avale une pile. Si elle s'ouvre dans son estomac, il risque la vie. Les flics et le médecin ne le croient pas, ils lui propose des laxatifs.

SAMEDI 4 AOÛT

Opposition à l'expulsion de trois sans-papiers par bateau vers la Tunisie par des personnes extérieures au centre.

À l'intérieur, un retenu ingère une surdose de médicaments. Les flics le changent de bloc. Au passage, il est tabassé, la routine...

DIMANCHE 5 AOÛT

Dans un bâtiment du centre, la télévision collective est détruite. Le retenu qui avait été blessé au pied et tabassé sort.

LUNDI 6 AOÛT

Sortie de quatre retenus.

Il semble que la lutte des retenus en surnombre accélère les libérations.

MARDI 7 AOÛT

18h, rassemblement devant le centre de rétention

Les révoltes éclatent souvent dans les centres de rétention, en France et partout ailleurs. On pense, bien sûr, au CRA de Vincennes entièrement réduit en cendres en 2008, mais aussi aux incendies des centres de Bordeaux (2009), Lyon (2011), à toutes les révoltes en Australie, en Italie, aux évasions collectives, etc. Depuis quelques jours, c'est à la prison pour sans-papiers du Canet que les détenus manifestent collectivement leur ras-le-bol. Ce n'est pas une nouveauté, il y a un an déjà des détenus avaient tenté de mettre le feu à ce centre de rétention.

Cette fois-ci, ne laissons pas les retenus seuls face à leurs matons !
Seule notre solidarité active peut abattre des murs !

SANS-PAPIERS, S'ORGANISER CONTRE L'EXPULSION, QUE FAIRE EN CAS D'ARRESTATION ?

Depuis plusieurs années, les lois sur l'immigration se succèdent très rapidement pour permettre un nombre toujours plus grand d'expulsions. En l'absence d'un mouvement fort pour la liberté de circulation et d'installation, il reste la possibilité de se défendre, le plus collectivement possible, pour tenter d'empêcher les expulsions.

Cette brochure explique la procédure destinée à expulser les sans-papiers. Elle peut servir à tous les sans-papiers et leur entourage afin de se familiariser avec le vocabulaire juridique et d'en connaître les étapes pour mieux se défendre. Elle permet de réfléchir, par rapport à sa propre situation, à la défense la plus appropriée en cas d'arrestation. Elle a pour but de trouver des moyens pour s'opposer concrètement aux expulsions et ne sert donc pas pour constituer un dossier de régularisation.

Il est important de ne pas rester spectateur face à la machine à expulser.

brochure téléchargeable sur : sanspapiers.internetdown.org
pour tout commentaire et prise de contact : anticra@laposte.net

SOLIDARITÉ AVEC LES INCULPÉS DE L'INCENDIE DU CRA DU CANET !

La prison pour sans-papiers du Canet à Marseille a été mise hors service par un incendie le 9 mars 2011.

Des sans-papiers retenus ont mis le feu à des matelas - quatre départs de feu simultanés sur deux étages. Il y a eu trois évasions, et les locaux sont devenus inutilisables pour plusieurs mois. Même si la police, le juge, et certains avocats commis d'office ont poussé les uns et les autres à désigner des "chefs", il s'agissait d'un mouvement collectif.

Suite à l'incendie, six retenus ont été placés en détention préventive aux Baumettes et deux inculpés sont encore sous contrôle judiciaire. Ils comparaitront fin 2012, début 2013 pour "dégradation de bien public".

Aujourd'hui, en voulant faire porter le chapeau à deux individus, la justice nie l'aspect collectif de cet acte de résistance et nie aussi la longue série des protestations qui ont eu lieu dans ce CRA, et qui continuent toujours ! Combien de grèves de la faim, de départs de feu, de sabotage de matériel, d'auto-mutilation, de refus d'embarquer et de coopérer... Et en réponse, de bastonnages, de camisolés chimiques, de mises à l'isolement, de pressions psychologiques...

L'union européenne prétend abolir les frontières. Elles n'ont en fait jamais été aussi omniprésentes ! Renforcées à l'extérieur, au prix de milliers de morts, et multipliées à l'intérieur (gares, rues, administrations, boîtes d'intérim...)

Les CRA sont une des pièces maîtresses d'une stratégie économique post-coloniale. Forcer la main-d'oeuvre immigrée à se cacher et à accepter n'importe quel boulot payé des miettes, et construire l'immigré comme ennemi intérieur, responsable du chômage et de l'insécurité, c'est créer un climat de guerre de tous contre tous, qui facilite bien au final la précarisation de tous.

Qu'ils soient coupables ou innocents, nous continuons à soutenir ceux que l'Etat a choisis pour se venger de ce coup porté à la machine à expulser !

Dès le lendemain de l'incendie, un collectif a décidé de s'organiser pour exprimer concrètement sa solidarité en se rassemblant spontanément devant le commissariat de l'Évêché. Des contacts ont été établis avec les retenus aux Baumettes. Il a fallu faire intervenir de nouveaux avocats. Des concerts ont été organisés dans toute la France pour financer des mandats et la défense des inculpés. À la réouverture du centre de rétention, une manif s'est rendue devant, et un autre rassemblement a tenté de s'en approcher.

Aujourd'hui la date du procès approche. Continuons à manifester notre soutien à l'intérieur du système judiciaire pour éviter aux inculpés de retourner en prison, et à l'extérieur des tribunaux pour redonner tout son sens à un acte qui parle de lui-même : les prisons ne sont bonnes qu'à être réduites en cendres !

Collectif de soutien aux inculpés de l'incendie du CRA du Canet
soutien6cra@riseup.net